



La Liberté
1701 Fribourg
026/ 426 44 11
www.laliberte.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 39'828
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 999.204
Abo-Nr.: 1095889
Seite: 9
Fläche: 51'861 mm²

L'Europe aux abonnés absents dans la campagne électorale

POLITIQUE • *Sur la question européenne, c'est motus. Les partis sont dans l'attente du projet de mise en œuvre de l'initiative contre l'immigration.*



Christian Lüscher, Philipp Müller et Karin Keller-Sutter (de g. à dr.): le Parti libéral-radical a témoigné hier de son attachement à la voie bilatérale. KEYSTONE
CHRISTIANE IMSAND

«Tout le monde a glissé le sujet sous le tapis», regrette le professeur de droit Andreas Auer



qui cherche à dynamiser le débat européen avec l'initiative RASA «Sortons de l'impasse». A une semaine du renouvellement des Chambres, force est de constater qu'il a

beaucoup été question de migrations et de réfugiés pendant la campagne, mais très peu des relations de la Suisse avec l'Europe. «Nous sommes tous dans l'attente du projet de mise en œuvre de l'initiative UDC contre l'im-



La Liberté
1701 Fribourg
026/ 426 44 11
www.laliberte.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 39'828
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 999.204
Abo-Nr.: 1095889
Seite: 9
Fläche: 51'861 mm²

migration de masse, acceptée par le peuple le 9 février 2014», explique le vice-président du PDC Dominique de Buman. «C'est cette incertitude qui a empêché la question européenne de jouer un rôle central dans la campagne.»

Dans un sursaut de dernière minute, le Parti libéral-radical (PLR) a voulu témoigner hier de son attachement à la voie bilatérale. Une façon de se démarquer de l'UDC qui a fragilisé cette voie avec son initiative. Cela n'empêche pas le président du PLR Philipp Müller de relativiser les conditions qu'il avait émises pour l'élection d'un candidat UDC au Conseil fédéral.

Conditions assouplies

On sait que le PLR est en principe favorable à l'entrée d'un second UDC au gouvernement car il estime que les trois principaux partis doivent détenir deux sièges chacun. Il y a quelques semaines, Philipp Müller avait cependant déclaré que les candidats ne seraient éligibles que s'ils respectaient les bilatérales et la Convention européenne des droits de l'homme.

Depuis hier, cette condition a perdu de son caractère impératif. «On ne peut pas attendre

d'un candidat UDC qu'il défende notre programme, a affirmé l'Argovien. Par contre, on peut lui demander de respecter la collégialité et les décisions du gouvernement comme on l'a fait pour les représentants du PS. La décision appartient au groupe parlementaire.»

Sur le fond, l'amour du PLR pour la voie bilatérale n'est pas un cas isolé. «En Suisse romande, la situation est un peu particulière», note le vice-président Christian Lüscher. «Tout le monde prétend défendre les bilatérales.» Le problème est de concilier les contingents figurant dans l'initiative anti-immigration avec l'accord sur la libre circulation des personnes signé avec l'UE.

A ce jour, les tentatives de négociations de la Suisse se sont opposées à un mur. Les proches de Christoph Blocher sont les seuls à ne pas s'en inquiéter. Ils estiment que la Suisse peut remplacer les accords bilatéraux par un accord de libre-échange.

Une contre-initiative

Cela reviendrait à réintroduire de nombreux obstacles techniques au commerce et à rabaisser la position de la Suisse dans le domaine de la recherche,

rétorquent les formations du centre droit. Pour les partisans de l'initiative RASA, la solution est simple: il faut demander au peuple d'abroger le contingentement voté en 2014. «Nous avons récolté quelque 130 000 signatures à cet effet, indique Andreas Auer. Elles sont actuellement en cours de vérification par les communes. C'est pourquoi nous ne pourrions pas déposer notre initiative à la Chancellerie avant les élections. Mais ce sera chose faite ce mois encore.»

Cette perspective ne rassure pas forcément les partis favorables à l'approfondissement des relations avec l'UE, car ils craignent qu'un vote de ce type ne finisse par renforcer la voie isolationniste. Le PDC réclame une application plus stricte des lois en vigueur et une clause de sauvegarde, tandis que le PS répète qu'une solution ne peut être trouvée qu'au travers de réformes intérieures dans les domaines économiques et sociaux.

Le PLR, pour sa part, compte sur l'inévitable référendum qui sera lancé contre la loi d'application de l'initiative UDC pour clarifier les positions. Le projet est attendu cet automne. Selon Philipp Müller, il n'est pas irréaliste d'envisager une votation en novembre 2016. I